

Le spectre d'un nouveau « 21 avril » pour la gauche de gouvernement

► Quatorze ans après le 21 avril 2002, la campagne pour 2017 est marquée par l'affaiblissement historique du PS, menacé d'élimination dès le premier tour

► Jean-Luc Mélenchon est en position très favorable, avec des sondages qui le placent quasiment au niveau de François Hollande dans l'opinion

► Comment la gauche peut-elle se renouveler? « Par un populisme de gauche », répond la philosophe Chantal Mouffe

LIRE P. 7 ET 8 ET DÉBATS P. 22

ÉDITORIAL
LE SÉISME ANNONCÉ DE 2017

→ LIRE PAGE 24

France Télévisions

Delphine Ernotte : « La nécessité absolue de se transformer »

Après le vote d'une motion de défiance contre Michel Field, la présidente de France Télévisions confie à un journaliste de la maison la mission d'apaiser les tensions
LIRE LE CAHIER ÉCO PAGE 8

« Loi travail » L'ultimatum du patronat au gouvernement

Mercredi, la CGPME a demandé le retrait du projet d'amendement à la loi El Khomri sur la surtaxation des CDD. Et, comme le Medef la veille, menacé de se retirer des négociations sur l'assurance-chômage
LIRE LE CAHIER ÉCO PAGE 3

Etats-Unis Hillary Clinton gagne New York

Après plusieurs succès de son adversaire Bernie Sanders, la candidate à l'investiture démocrate comptait sur cette victoire
LIRE PAGE 4

TARIQ RAMADAN UN INTELLECTUEL CONTROVERSÉ

ENQUÊTE

- L'islamologue a contribué à une nouvelle affirmation de l'islam pour une génération de Français musulmans
- Le petit-fils du fondateur des Frères musulmans veut diffuser les valeurs musulmanes au sein de la société civile
- Ses ambiguïtés le desservent auprès des universitaires comme des politiques

LIRE PAGES 14-15



A la Faculté des études islamiques de Doha, au Qatar, le 18 avril.
OLYA MORVAN/HANSLUCAS POUR « LE MONDE »

Club de l'économie

Bruno Le Maire : « Notre pays est en train de devenir pauvre »

LIRE LE CAHIER ÉCO PAGE 6

Syrie

L'opposition quitte les négociations

LIRE PAGE 3

International

Dégel glacial entre l'OTAN et la Russie

LIRE PAGE 2

Musique

La variété 2.0 de Lilly Wood & The Prick

LIRE PAGE 17

Pédophilie La parole se libère au sein de l'Eglise

Trois mots dans le titre et une simple phrase suffiront, a estimé « Mathilde » en rédigeant son appel à témoignages. « Parole anonyme », une autre victime sous pseudo, a préféré, au contraire, raconter précisément ce jour où, en colonie, la

main du prêtre infirmier s'est attardée sur le sexe de la fillette de 8 ans qu'elle était. C'était au « chalet des forêts », à Boège, en Haute-Savoie. Depuis la révélation des actes de pédophilie commis par un prêtre lyonnais dans les années 1970 et 1980, des personnes

qui se disent victimes de faits similaires sortent de leur silence. Depuis peu, La Parole libérée, qui a contribué à briser des années d'omerta, accueille même des avis de recherche.

ÉMELINE CAZI

→ LIRE LA SUITE PAGE 9

LE REGARD DE PLANTU



Pédophilie dans l'Église : les appels à témoins affluent

L'association La Parole libérée a permis à de nombreuses victimes de sortir du silence

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Il y a des hommes et des femmes derrière ces écrits livrés souvent avec appréhension sur la Toile. Ils ont 40, 50, voire 60 ans. Jean-Pierre Martin-Vallas en a même 70 et s'appelle ainsi dans la vraie vie ; quand « Lalie » est le nom qu'a choisi cette habitante des Hautes-Pyrénées pour tout balancer : c'était à Lourdes, dans les années 1970. Elle avait 5 ou 6 ans, la première fois. L'homme était prêtre, mais aussi le frère de sa grand-mère.

Les proches de « Lalie » savent depuis une quinzaine d'années. Il n'empêche, Marie-Pierre – de son vrai prénom – se débat, comme beaucoup, seule ou sur le divan d'un psy, avec son passé. Depuis qu'en janvier a éclaté l'affaire du père Bernard P., accusé d'attouchements sexuels sur des scouts de Sainte-Foy-lès-Lyon (Rhône) dans les années 1970 et 1980, elle n'a rien manqué de ce qui se disait, s'écrivait sur la pédophilie dans l'Église. Au début d'avril, l'évêque de Pontoise, M^{gr} Lalanne, intervenait sur le plateau de « C dans l'air ». Les mots n'étaient, selon elle, « pas à la hauteur ». De colère, le lendemain, elle a lancé un appel à témoins : « J'ai été violée à Lourdes (...), je n'étais pas la seule enfant (...), je recherche d'autres victimes. »

Le choix de ce poster sur le site de l'association La Parole libérée fut une évidence. Depuis trois semaines, un mois, les avis de recherche fleurissent sur le forum. Une petite dizaine sont rangés dans une rubrique spécifique, mais d'autres se mêlent aux témoignages. Cette plate-forme, créée dans l'urgence de décem-

bre par d'anciens scouts du père Bernard P. qui recherchaient d'autres victimes, a très vite attiré des histoires similaires. Les récits, arrivés de toute la France, datent souvent. Mais on vient, là, déposer son paquet par e-mail, certain que ces pères de famille abusés gamins et qui parlent désormais face caméra comprendraient la honte, les années de silence.

L'effet libérateur des révélations
Trouver du réconfort auprès de ceux dont les proches n'ont pas su les entendre reste une des premières raisons de visite du site. Ses fondateurs et deux psychologues bénévoles répondent aux messages, orientent vers des confrères. Des groupes d'échanges se sont formés. On y parle des angoisses, des cauchemars qu'une odeur, même fugace, ravive. Mais à présent, on vient aussi chercher des témoins du passé, en espérant secrètement ne pas avoir été l'unique victime.

« Si quelqu'un répond à mon appel, ça change tout. Même si nous ne sommes que deux, je ne serai plus seule, j'irai rencontrer cette personne », confirme Marie-Pierre. Et après ? Après, elle n'y a pas vraiment réfléchi. Les faits sont prescrits. Son agresseur principal est mort. Mais un témoin la conforterait au moins dans sa vérité. « Et puis, il y avait un autre curé avec des lunettes foncées, poursuit-elle. De toute façon, je ne supporte plus de garder tout cela. J'ai trouvé la force de parler, j'ai une responsabilité pour tous ceux qui n'y arriveront pas. »
Ceux dont les faits sont trop anciens espèrent trouver une personne « non prescrite ». L'affaire



YASMINE GATEAU

Les fondateurs du site et deux psychologues bénévoles répondent aux messages

pourrait alors connaître une issue judiciaire. Lundi 17 février, la mère d'une victime, « Mam Lili » est venue demander si certains du diocèse de Bayonne s'étaient manifestés, « avant de développer plus longuement une situation complexe ».

L'effet libérateur qu'ont eu les révélations lyonnaises est indéniable. « Si ces pères de famille osent parler et demander des

comptes à l'Église, pourquoi pas moi ? », s'interrogent ceux qui s'étaient tus jusqu'alors. Des personnes se sont récemment confiées à leurs proches. Voir sur Facebook. Jean-Pierre Martin-Vallas, lui, a retrouvé de l'énergie. Abusé, dit-il par l'aumônier d'un collège jésuite parisien, dans les années 1950, il avait commencé, en 2010, à rechercher des anciens tout en demandant des comptes à l'institution.

« Hors de question de me taire »
a lassitude avait fini par le gagner après quatre années d'échanges infructueux, relatés d'ailleurs sur un blog. Ce site, laissé en sommeil pendant deux ans, a été réactivé le 8 mars. Le premier message est une dédicace aux gars de La Parole libérée, qu'il « remercie

d'avoir rendu [leur] combat public ; et par là même de [l]'encourager à reprendre le [s]ien ». Le 7 avril, il publiait un nouvel « appel à témoignages ».

Plus inattendue est l'alerte lancée par une architecte parisienne. Géraldine n'est ni victime, ni la mère de l'une d'elles. « Je suis lyonnaise. J'étais scout au groupe Saint-Luc. » Découvrir le deuxième visage du père Preynat qu'elle « adorai[t] » fut un premier choc. Apprendre par une amie que leur aumônier de collège, dans le sud des Hauts-de-Seine, aurait, lui aussi, fait des victimes, un second. « Aujourd'hui, je me retrouve dans la même situation que ces gens qui savaient et n'ont rien dit. Je suis très catho, je ne veux pas salir l'Église, mais il est hors de question, maintenant que

je sais, de me taire. Ce prêtre est toujours en exercice. »

Pour les victimes de pédophilie, les Lyonnais de La Parole libérée sont devenus les personnes à contacter. Parfois il n'est question ni de prêtre ni de religieuse, mais d'un médecin de la Sarthe ou d'un archéologue normand que des enfants devenus grands veulent dénoncer. Déposez plainte, « même si les faits sont prescrits », conseille alors François Devaux, l'un des fondateurs de l'association, « cela étayera un dossier ». « Vous pouvez aussi vous inscrire sur notre forum pour échanger », ajoute-t-il. Enfin, « médiatisez ». A ce sujet, il dit connaître « des journalistes de confiance » qui pourraient être intéressés par leur histoire. ■

ÉMELINE CAZI

« Ce n'est qu'à la retraite que j'ai décidé de tirer cette histoire au clair »

Jean-Pierre Martin-Vallas se bat depuis 2010 pour faire reconnaître des attouchements au collège Franklin à Paris dans les années 1950

TÉMOIGNAGE

Pendant plus de trente ans, il a tout oublié. Le père L., l'aumônier du petit collège (la partie primaire) Saint-Louis de Gonzague de Paris qui, une nuit de 1953, dans un dortoir, lors d'un camp de vacances près de Compiègne (Oise), se glisse dans le lit du petit garçon de huit ans, lui carresse le torse, cherche à passer sous le pantalon de son pyjama. L'enfant qui se cabre alors, conduisant le prêtre à battre en retraite. Les souvenirs sont remontés plus tard, après la mort des parents de Jean-Pierre Martin-Vallas. « Il était inconcevable de leur en parler, ils n'auraient pas voulu entendre », explique aujourd'hui cet homme de 70 ans, qui vit sa retraite à Montpellier. « Ce n'est qu'à la retraite que j'ai décidé de tirer cette histoire au clair », raconte-t-il.

En 2010, commencent quatre années de combat pour obtenir des jésuites, qui dirigent l'établissement, la reconnaissance de ce qu'il a subi, la recherche d'éventuelles autres victimes du père L., la vérité sur ce que sa hiérarchie savait, ou non, à l'époque, et sur les conditions de son départ. Il s'adresse

successivement au supérieur de la communauté Saint-Louis de Gonzague (aussi appelée Franklin), au préfet du petit collège de l'époque des faits, au Provincial (le supérieur de la Compagnie) des jésuites de France, à la congrégation pour la doctrine de la foi, à Rome, et même au premier pape jésuite, alors nouvellement élu, à l'été 2013. Conséquence de cette dernière démarche ? Quelque temps après, l'archevêque de Montpellier, Pierre-Marie Carré, reçoit instruction de la curie romaine de le contacter. Le prélat se contentera de lui proposer... de saisir l'ordre des jésuites !

Témoignages directs

Parallèlement, constatant que ni le collège, ni la Compagnie jésuite n'ont l'intention de chercher s'il y a d'autres victimes, il compulse les annuaires et les sites à la recherche d'adresses mail d'anciens élèves. Il en contacte un millier, soit « 10 % de tous ceux qui ont fréquenté Franklin à l'époque du père L. de 1946 à 1977 ». Parmi eux, il recueille une dizaine de témoignages directs ou indirects des agissements de l'aumônier du petit collège, décédé en 2000. « Cela donne un or-

dre de grandeur du potentiel », observe-t-il.

Il informe régulièrement la direction des jésuites de ses découvertes. Le Provincial, le père Yves Grenet, annonce, en 2010, la mise en place d'une commission qui se chargerait de ce cas et d'autres qui pourraient se présenter. Mais celle-ci ne verra pas le jour avant... le printemps 2014. A la grande consternation de Jean-Pierre Martin-Vallas, son intitulé – groupe d'accueil et de veille pour les situations d'abus sur les personnes – ne comprend pas le mot « pédophilie ».

De guerre lasse, n'ayant rien obtenu de ce qu'il demandait, convaincu que les jésuites ont opposé à sa quête la force d'inertie, il avait fini par renoncer. Jusqu'à ce que l'affaire de pédophilie du diocèse de Lyon, fin 2015, réveille sa combativité. Aujourd'hui, Jean-Pierre Martin-Vallas a repris le clavier. Il a réactivé son blog, où toute sa démarche est retracée. Il poste sur le site La parole libérée, créé par des victimes du père Bernard P., à Lyon, pour retrouver d'autres victimes du père L. Et il bouscule à nouveau les jésuites pour obtenir d'eux ce qu'ils lui ont refusé jus-

qu'à présent. Le Provincial, qui a convoqué dans l'urgence une conférence de presse, mardi 19 avril, après la diffusion sur France inter du témoignage de Jean-Pierre Martin-Vallas, est aujourd'hui très embarrassé par cette affaire qui « ne [le] laisse pas tranquille ». « Il est clair que j'ai une initiative à prendre, reconnaît Jean-Yves Grenet. Depuis six ans, je n'ai pas réussi à trouver la solution qui procurerait une certaine paix à M. Martin-Vallas. »

Il soupèse l'une des demandes de l'ancien collégien : lui permettre de prendre la parole lors de l'assemblée des anciens élèves de Franklin pour raconter son histoire et inciter les éventuelles autres victimes du père L. à prendre la parole.

Pourquoi n'avoir pas accepté plus tôt de s'exprimer publiquement sur cette affaire qui touche un prestigieux établissement scolaire de la Compagnie de Jésus ? « Au début, on est démuni, hésitant. Quand il s'agit d'un jésuite vivant, on saisit la justice. J'ai eu à le faire une fois. Mais c'est la première fois que nous avons des accusations contre un jésuite mort. » Il dit avoir consulté des praticiens de la jus-

Convaincu que les jésuites ont opposé à sa quête la force d'inertie, il avait fini par renoncer

tice et de la psychologie sur une éventuelle opération publique. « Je n'ai pas eu d'avis clair en faveur de cette solution », fait-il valoir.

Le Provincial assure avoir, depuis 2010, « contacté les personnes qui ont connu le père L. » et n'en avoir retiré « aucun élément objectif » pouvant l'incriminer ou seulement établir des soupçons à l'époque. « Il n'y a rien dans son dossier hormis des lettres d'éloge envoyées à sa mort », ajoute-t-il. Quelques témoignages ont conduit M. Martin-Vallas à penser que le père L. avait été évincé de Franklin à la suite de rumeurs. « Sans bien savoir pourquoi, il serait important pour moi que ça ait été le cas », dit-il. Mais Jean-Yves Grenet n'a « rien trouvé » en ce sens. Le père Yves de Kergaradec a aussi cherché. Ce jé-

suite a été placé à la tête de groupe d'accueil pour les victimes. Il connaissait un peu le père L., décédé en 2000.

« A la fin, il avait perdu la tête. Il me disait de ne pas sortir car le diable était dehors », raconte-t-il. « J'ai dit à M. Martin-Vallas : comment veux-tu qu'on se transforme en commission d'enquête ? Peut-on frapper aux portes et demander : "Avez-vous été victime d'attouchements sexuels" ? »

Yves de Kergaradec a « fait le tour de tous les survivants jésuites qui étaient responsables à Franklin à cette époque » et qui ont « entre 90 et 100 ans aujourd'hui ». « Je n'ai eu comme réponse que : "On ne m'a jamais rien dit, je n'ai rien entendu" », témoigne-t-il. L'ancien recteur du petit collège lui a pourtant confié : « Je n'étais pas très à l'aise avec L. Mais je n'avais rien de précis. Quand il a eu 70 ans, je l'ai remplacé. » Yves de Kergaradec a tiré une conviction de ses conversations avec les anciens responsables : « Maintenant, on sait qu'il faut parler. A l'époque, on ne voulait pas savoir ». Et une conclusion : « Comme adulte, on n'a pas le droit d'être naïf. » ■

CÉCILE CHAMBRAUD